

Cahier synthèse du Rendez-vous international de la CRDC

Rédaction : Louis Favreau, sociologue

Forum d'échanges

Transition écologique de l'économie, développement des communautés et solidarité internationale

***Quelles priorités
pour la prochaine décennie ?***

**Organisé par la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) de l'Université
du Québec en Outaouais (UQO) à Québec, au Centre des congrès (CCQ) le 6 octobre 2014**

Cahier de la CRDC, Série Conférences, no 16

Février 2015

Rendez-vous dans le cadre du sommet



**QUÉBEC SOMMET
2014 INTERNATIONAL
DES COOPÉRATIVES**

6 AU 9 OCTOBRE 2014

Table des matières

Préambule	4
1. Diagnostic de la situation mondiale en quatre temps : lignes de force de changements qui s'imposent	5
1. La mondialisation profite surtout aux acteurs privés	5
2. Notre projet de société exige d'aller au delà du simple renouvellement de l'État social pour aller vers un État «social-écologique» tout en entrant simultanément dans la phase d'organisation d'une mondialisation durable	5
3. L'économie coopérative et solidaire : une économie qui ne spéculé pas, qui respecte les gens et qui ne produit que de l'utile	6
4. La bataille démocratique : renforcer notre action dans l'espace public et notre solidarité économique	8
2. Transition écologique de l'économie et solidarité internationale : les défis de la prochaine décennie	10
1. Agriculture viable et durable: comment nourrir l'Humanité ? L'agriculture familiale est-elle un modèle à privilégier ?	10
a) L'enjeu	10
b) Des initiatives qui changent le monde	11
c) Des propositions politiques qui changent la direction du monde	12
Références	13
2. Affronter la crise de l'énergie et le réchauffement climatique : comment sortir du cercle vicieux des énergies fossiles ?	14
a) L'enjeu	14
b) des initiatives qui changent le monde	15
c) des propositions politiques qui changent la direction du monde	17
3. La solidarité internationale du Québec: la reconfiguration en cours	18
a) L'enjeu	18
b) des initiatives qui changent le monde	18
c) Des propositions politiques qui changent la direction du monde	20
4. Les nouvelles dynamiques internationales	21
a) L'enjeu	21
L'expérience québécoise de la CSN avec Développement solidaire international (DSI) au Brésil : améliorer l'accès à des services financiers	23
c) des propositions politiques qui changent la direction du monde	24

3. En guise de conclusion	26
Le premier grand chantier au plan international est de démocratiser l'économie et de favoriser sa territorialisation nous dit les RMB.....	26
Programme du rendez-vous international	28
4. Pour en savoir plus	31
Sites internet utiles	31
a) des organisations sur lesquelles miser.....	31
b) des centres et groupes de recherche qui traitent de développement durable et de solidarité internationale.....	31
Des ouvrages et articles de référence	31
Un cahier spécial du Devoir paru le 2 octobre 2014 à l'occasion de ce rendez-vous et du 2 ^e Sommet et dont le thème était : <i>Les coopératives, fer de lance de l'économie verte</i>	33
Deux numéros incontournables de la revue <i>Vie Economique</i>	33
5. Les partenaires et organisateurs du rendez-vous	34

Préambule

*Au sein de la mouvance coopérative, mutualiste, associative et syndicale, un courant s'est affirmé depuis une décennie dans le monde y compris au Québec faisant de la **transition écologique de l'économie** un impératif moral et sociopolitique. Le 21e siècle sera peut-être le siècle d'une révolution écologique adossée à l'égalité sociale et à la transformation des dispositifs et des formes de la démocratie dans nos sociétés. Elle nécessitera cependant d'intensifier notre **solidarité internationale**.*

Quatre idées maîtresses guident notre rendez-vous international: 1) la mondialisation en cours profite surtout aux acteurs privés; 2) le développement durable et la justice sociale sont les deux socles d'un projet de société qui construit une mondialisation démocratique et équitable; 3) L'économie coopérative et solidaire est une économie qui ne spéculé pas, qui respecte les gens et qui ne produit que de l'utile; 4) le renforcement de notre action politique dans l'espace public et de notre solidarité économique avec le Sud s'imposent plus que jamais.

Dans cette perspective ce grand RDV est une invitation à la réflexion collective autour de quatre thèmes (et de quatre tables-rondes): 1) une agriculture viable durable dans la prochaine décennie, comment nourrir l'Humanité? 2) la transition énergétique de l'économie, comment sortir du cercle vicieux des énergies fossiles? 3) la solidarité internationale du Québec avec les communautés et mouvements du Sud dans la

prochaine décennie: quelle nouvelle configuration est-on en train de construire? 4) Sur quelles dynamiques internationales pouvons-nous miser pour faire avancer les choses à cette échelle?

La réflexion collective a donc été construite sur un programme à quatre temps avec deux tables-rondes en avant-midi :

- *L'agriculture durable au Nord et au Sud : L'agriculture familiale est-elle un modèle à privilégier ?*
- *La transition énergétique de l'économie : Comment sortir des énergies fossiles ?*

Et deux tables-rondes en après-midi :

- *Comment la solidarité internationale du Québec va-t-elle se reconfigurer dans la prochaine décennie ?*
- *Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) post 2015 : Quelles priorités pour la solidarité internationale à l'échelle planétaire ?*

*Finalement l'apport de ce texte est de porter à votre connaissance **ce que pensent et ce que font, au Québec et dans le monde les organisations** coopératives, syndicales, de producteurs agricoles et les organisations de solidarité internationale pour faire progresser cette transition écologique de l'économie.*

1.

Diagnostic de la situation mondiale en quatre temps : lignes de force de changements qui s'imposent

1. La mondialisation profite surtout aux acteurs privés

La mondialisation en cours depuis plus de deux décennies a d'abord été le moyen des plus puissants et tout particulièrement des multinationales de contourner les règles construites pendant les décennies antérieures dans les espaces nationaux au prix de longues luttes pour une législation du travail et la reconnaissance du syndicalisme, pour le droit des consommateurs (législation coopérative et mutualiste), pour une protection sociale de base pour tous en matière de santé, d'éducation, de formation professionnelle et ainsi de suite... Cette mondialisation a surtout creusé les inégalités et est en train de créer un immense gâchis écologique.

Le résultat est là nous disent de nombreuses organisations syndicales, paysannes, coopératives et ONG sur le terrain dans les pays du Sud : *Aujourd'hui*, nous dit par exemple une dirigeante de *Terre solidaire* (une importante ONG française), *on donne des moyens aux firmes multinationales qui ont déjà tout. Les outils législatifs et financiers sont conçus pour elles. Alors qu'elles n'ont pas de problèmes de trésorerie et qu'elles ont accès au crédit. Elles bénéficient de soutiens juridiques, politiques et même diplomatiques...* (Magazine FDM de *Terre solidaire*, septembre 2013).

Même l'aide publique au développement des pays du Sud a de plus en plus pour objectif de favoriser des multinationales par des investissements qui ne font que consolider ce qu'on pourrait appeler du **développement forcé et extraverti**. On est très loin de la prise en compte des besoins des communautés locales. Cette aide cautionne plutôt la course aux ressources (achat de terres, ressources d'approvisionnement en eau, minerais de tout acabit). Ce type de développement se fait au détriment du tissu économique productif local et de la PME et au détriment aussi bien sûr

d'organisations paysannes, d'associations villageoises, de groupes de femmes transformatrices, d'entreprises collectives (coopératives, mutuelles et associations à caractère marchand) qui peinent à trouver une capitalisation propre et des politiques publiques qui leur sont favorables.

En d'autres termes le capitalisme de marché globalisé d'aujourd'hui n'améliore le sort que d'une minorité, creuse davantage les inégalités sociales et opère au détriment des écosystèmes. De plus le marché est particulièrement aveugle sur l'environnement car la destruction de l'environnement ne lui coûte généralement encore rien, ce qui conduit à la surexploitation de ressources limitées.

2. Notre projet de société exige d'aller au delà du simple renouvellement de l'État social pour aller vers un État «social-écologique» tout en entrant simultanément dans la phase d'organisation d'une mondialisation durable

Il faut siffler la fin de la récréation. Le dernier rapport des experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, est formel : il n'y a pas la moindre trace de modération dans le dérèglement climatique en cours. L'entrée dans un inconnu climatique nous fait courir un énorme risque dès 2030 nous disent ces experts. Il faut travailler prioritairement à opérer **une transition massive dans tous les domaines** : agriculture, énergie, transport, industrie, habitat... Et en premier lieu se défaire des énergies fossiles, augmenter considérablement la part des énergies renouvelables, aller vers une agriculture écologiquement intensive (transition agro-écologique, relocalisation des productions, valorisation des filières vivrières, des circuits courts et de l'agriculture urbaine), l'électrification des transports... Et, à coup sûr,

sortir de la surconsommation dictée par un capitalisme ostentatoire qui capture les classes moyennes des pays du Nord et des pays émergents.

Si les inégalités sociales sont bel et bien en montée, à l'intérieur des pays et encore plus entre le Nord et le Sud, on sait aussi que le risque n'est plus seulement social, **il est devenu social-écologique** (Laurent, 2014). Ces inégalités sociales nourrissent les crises écologiques et ces dernières en retour renforcent les inégalités sociales. Au 20^e siècle, face aux risques, l'État-providence a inventé la solidarité sociale. Mais les risques ne sont plus uniquement de caractère social. Ils sont également écologiques (réchauffement climatique, pollutions diverses, perte de biodiversité...). La perspective, pour s'en sortir, nécessitera autre chose que de timides incursions dans le «vert».

L'horizon obligé est celui de la **«décroissance massive de notre empreinte écologique»** nous dit l'économiste Alain Lipietz en annonçant du même coup une bonne nouvelle, à l'instar du mouvement syndical international, à l'effet que **la décroissance en question nécessitera le quasi plein-emploi** (Lipietz, 2012 : 81-89). Qu'on pense ici au développement intensif d'une agriculture biologique, à la création d'emplois liés au transport collectif et à son électrification¹, au déploiement élargi des services de proximité de caractère semi-public et semi-associatif en santé, (coopératives de solidarité...), dans la distribution alimentaire de circuits courts, dans les énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermique), etc. Bref, contrairement à l'idée reçue, **l'écologie n'est pas l'ennemi de l'emploi.**

Les recherches économiques menées par le Millenium Institute dans 12 pays montrent que l'investissement de 2% du PIB dans l'économie verte peut suffire à créer jusqu'à 9,6 millions de nouveaux emplois par an dans les pays et les industries examinés. Le potentiel

¹ Une étude européenne démontre que la suppression de 4,5 millions d'emplois dans la production de voitures individuelles en créerait en revanche 8 millions dans les transports collectifs (Canfin, 2009).

*de création d'emploi et les perspectives d'emploi découlant des investissements verts, toutes nations et toutes industries confondues, sont considérables. La perspective d'une transition à une économie plus verte agira au profit des travailleurs, des entreprises, des économies nationales et des générations futures...L'analyse par pays a permis de déterminer les principales mesures sociales à mettre en oeuvre pour garantir des emplois décents. Les investissements sont alloués suivant un modèle d'investissement vert, marquant une nette rupture par rapport au scénario du statu quo qui avait jusqu'ici suscité les faveurs de certains gouvernements et d'une partie du secteur privé. Les politiques, les réglementations et les placements financiers des gouvernements sont à même de générer les fonds destinés aux investissements. «Nous pouvons créer 48 millions d'emplois verts et décents sur cinq ans, et ce rien que dans 12 pays. Imaginez ce que nous pourrions faire dans 24 pays, imaginez dans 50 pays, combien de centaines de millions d'emplois pourrions-nous créer» d'affirmer Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI (document de la Confédération syndicale internationale (CSI), *Vers une croissance de l'emploi vert décent*, avril 2012, Bruxelles).*

Tout cela exige et exigera certainement une mobilisation de tous les mouvements et une intensification de la solidarité internationale. Cela nous amène à une réflexion nécessaire sur **les priorités de la prochaine décennie et sur le contenu de ses priorités. Bref quelle est notre plate-forme commune? Et quelle est notre feuille de route pour y arriver?**

3. L'économie coopérative et solidaire : une économie qui ne spéculé pas, qui respecte les gens et qui ne produit que de l'utile

On l'a trop vite oublié mais les premières formes de protection sociale sont venues des mutuelles et des syndicats au milieu du 19^e siècle puis des mouvements de consommateurs organisés en

coopératives...et ainsi de suite jusqu'à aujourd'hui. Ce mouvement a toujours préfiguré un autre modèle de développement où l'humanisme et la solidarité prévalaient. **Ce mouvement a d'ailleurs constitué une des principales assises des avancées d'États démocratiques et sociaux dans le monde au 20^e siècle et pourrait devenir au 21^e siècle une des principales assises d'un «État social-écologique»** pour reprendre le concept innovateur de l'économiste Éloi Laurent (2014).

Les coopératives, les mutuelles et les associations de caractère marchand, comme secteur économique, pèsent aujourd'hui à l'échelle internationale pour **10% du PIB, 10% des emplois, 10% de la finance** (BIT, 2011). Ce n'est pas rien. Cependant cette force est relativement dispersée au plan économique et n'a pas réussi à exercer suffisamment son influence politique pour faire valoir de nouveaux cadres législatifs, surtout dans les deux dernières décennies. Les lobbies des grands acteurs privés ont dominé la scène dans ce registre de l'influence. En contexte, par surcroît, d'États affaiblis par deux des principales composantes de ces grands acteurs privés : les grandes banques et les agences de notation.

Certes, cette économie fondée sur la solidarité, coopératives en tête, n'est pas là pour remplacer ce que Ricardo Petrella nomme si justement l'«économie capitaliste de marché». Elle peut cependant **offrir une alternative et endiguer l'influence du modèle économique dominant** dans plusieurs secteurs. N'est-ce pas ce qu'elles ont fait et font dans des secteurs comme la finance ou l'agriculture ! En occupant ensemble 10 % du marché de l'emploi, de la finance et du PIB dans un très grand nombre de pays de la planète (plus parfois comme c'est le cas des pays scandinaves), ces entreprises collectives peuvent en modifier sérieusement la structure de base. À partir de ce seuil, les coopératives représentent un important levier pour nombre de régions et de pays...Il y a cependant des conditions bien concrètes: 1) l'intercoopération (pour sortir du travail en silos) ; 2) le soutien des mouvements à ce type d'économie qui ne spéculent pas, qui respectent les gens et les communautés et qui ne produisent que de l'utile ; 3) l'élaboration de

positions communes et des convergences entre mouvements pour peser ensemble sur les pouvoirs en place (États et institutions internationales). Ricardo Petrella avait bien résumé la situation à la première édition du Sommet des coopératives :

... Le point clé est de savoir si les promoteurs du modèle coopératif pensent que le système économique qui domine aujourd'hui – l'économie capitaliste de marché – est réellement en crise... Si les coopératives prennent acte que le système capitaliste de marché – qui a conduit à la situation humaine et sociale dramatique de ces dernières années et aux dévastations de la planète Terre que l'on connaît – est en échec structurel et qu'il ne répond plus aux besoins de l'humanité, on pourrait alors assister à l'émergence d'une nouvelle forme de coopératives qui organiseraient la production de la richesse, notamment collective, par la promotion des biens communs et la prestation des services publics d'intérêt général indispensables au « vivre ensemble »...

C'est la financiarisation de l'économie et la marchandisation de la vie imposée par les logiques du capital et des marchés qui sont les principales responsables des crises permanentes des 20 dernières années, non pas les citoyens, les consommateurs, les dépenses de l'État ou la dette publique! En ce sens, les coopératives ne doivent pas servir à panser les maux du capitalisme ni à venir au secours de l'économie de marché : elles sont des entreprises de biens communs...Source : Sommet international des coopératives, Québec, octobre 2012.

« Développement durable et solidaire des communautés » et « renouvellement des services collectifs dans les communautés » (Favreau et Molina 2011) ; « réponses à l'urgence écologique » pour faire face à la crise alimentaire et à la crise « énergie-climat » (Lipietz, 2012) ; « solidarité internationale Nord-Sud » (Bourque et alii, 2012 et 2013), sont des défis qui questionnent notre « action politique » ou notre peu de présence dans l'espace public plus occupé que jamais par les Think Tanks amoureux du « tout au marché » et les

organisations issues du monde patronal constituées en lobbies (Kempf, 2011). Ce sont aujourd'hui des thèmes plus familiers illustrant la recherche d'une nouvelle voie. Peut-on démontrer aujourd'hui nous dit Hervé Kempf que

...la démocratie est vigoureuse, que les médias sont libres des intérêts financiers, que les élus portent les intérêts du peuple et non ceux du capital, que les lobbies n'influencent pas en coulisse les décisions, que la publicité ne conditionne pas la culture collective...Kempf, 2011 : 132.

La réponse est NON car nous avons quitté la démocratie pour entrer dans un régime oligarchique...Aux mépris des urgences sociales et écologiques.

À l'échelle internationale, on assiste cependant à une prise de conscience que la société civile (toutes les initiatives qui ne sont pas privées ou publiques) a une faible influence sociopolitique, une influence qui ne correspond pas à son poids économique et social. Bref, les mouvements réalisent, surtout depuis la crise de 2008, qu'ils se sont «faits avoir» par les lobbies des multinationales sur les normes comptables internationales, par une finance spéculative tolérée par les pouvoirs publics, sur l'accaparement des terres par des opérateurs financiers, sur l'exploitation sans limite des énergies fossiles par les gazières et les pétrolières.... En d'autres termes, pour ces mouvements, l'économie capitaliste de marché n'est pas la solution et est même plutôt jugée comme ayant provoqué la crise. Ce dont témoignent largement de nombreux écrits issus de l'intérieur des mouvements et des débats au sein de nombreuses rencontres internationales, ce qui est relativement nouveau (Roelants et alii, 2013 ; Draperi, 2011 ; Larose, 2012; Scalvini, 2010 ; Sibille et Ghezali, 2010 ; Jeantet, 2008).

Voilà pourquoi certaines organisations de caractère international, issues des mouvements sociaux de ce 20^e siècle bougent et cherchent à

se renouveler par les temps qui courent : l'Alliance coopérative internationale (ACI), la Confédération syndicale internationale (CSI) et de nouvelles initiatives internationales comme l'association des Rencontres du Mont-Blanc (un Forum de dirigeants mutualistes et coopératifs), l'INAISE (l'association internationale de la finance solidaire), des organisations paysannes et des réseaux internationaux de coopération au développement (des agri-agences comme AgriCord ou le réseau syndical Coopération au développement de la CSI) de même que des initiatives comme le Sommet international des coopératives, sont si précieuses dans la mobilisation pour une mondialisation durable.

Cependant la coopération au développement doit compléter son action de plaider. Elle a à intensifier sa **solidarité économique** en franchissant une autre étape, celle de sortir du seul micro-crédit pour **s'engager sur le terrain de la finance solidaire** qui combine crédit et épargne et élargit la palette des services financiers aux communautés locales par des dispositifs d'assurances mutualisées, des fonds dédiés à des PME du Sud, des fonds de prêts rotatifs sous gestion d'organisations coopératives, paysannes, communautaires ou syndicales, etc. (document AQOCI-MRI, 2013; Favreau, 2013).

4. La bataille démocratique : renforcer notre action dans l'espace public et notre solidarité économique

Il faut mobiliser les communautés pour opérer le retournement de tendance d'une économie industrielle fondée sur les énergies fossiles à une économie industrielle (plus intensive en main d'oeuvre) et fondée sur des énergies renouvelables et s'appuyant davantage sur les territoires. **Il faut donc renforcer l'action politique, la prise de parole publique et le plaider** c'est-à-dire le renforcement de la place des communautés dans les prises de décision, la promotion de la démocratie, le soutien au développement de réseaux à toutes les échelles d'intervention pour **faire progresser le débat public**.

Le hic c'est le comment! D'abord par le lobbying mais aussi des prises de position publiques, la production de recherches et l'élaboration de documents de positionnement sur des enjeux majeurs, des campagnes d'opinion publique, de la représentation politique auprès des pouvoirs publics et des institutions internationales, une présence dans les médias. Tout cela s'impose pour infléchir et réorienter les politiques publiques (Larose, 2012 et 2013).

Cette action de plaidoyer n'est pas facile à mettre en oeuvre surtout pour des organisations qui travaillent à faire émerger une solidarité économique par l'intercoopération au sein d'économies de proximité. Il n'en demeure pas moins que l'aboutissement logique de ces initiatives économiques est de les croiser avec des propositions politiques générales qui peuvent se déployer sur les différentes échelles d'intervention (locale, nationale, internationale) dans l'espace public.

2.

Transition écologique de l'économie et solidarité internationale : les défis de la prochaine décennie

1. Agriculture viable et durable: comment nourrir l'Humanité ? L'agriculture familiale est-elle un modèle à privilégier ?

a) L'enjeu

Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation donne l'exemple dans ses réponses. Il plaide d'abord pour une sortie des fausses alternatives, celle où vous êtes soit pour l'agrobusiness ou soit partisan du statu quo. Au contraire, dit-il, on peut miser sur les agricultures familiales et les organisations paysannes, tant en amont (formation, fourniture d'équipements..) qu'en aval (moyens de stockage, accès collectif aux marchés...).

En effet, l'agriculture et la filière alimentaire subissent, tendanciellement, le même traitement industriel et financier que les autres activités économiques : de grandes firmes multinationales pour assurer l'agrofourniture; de grandes firmes multinationales pour la transformation agroalimentaire; de grandes firmes multinationales pour la grande distribution de masse. Le tout dans un marché plus international mais avec peu de protections sociales.

Les institutions internationales comme la FAO (l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation), l'OIT (l'Organisation internationale du travail) et la CNUCED (l'Organisation des Nations-Unies pour le développement et le commerce) le reconnaissent, dans la foulée de ce que les organisations paysannes et de petits agriculteurs n'ont cessé de dire : ***l'agriculture à petite échelle est une solution de caractère déterminant face à la crise écologique, face à la crise alimentaire et face à la crise de l'emploi*** (CNUCED, 2013 et OIT, 2012). Elles notent

d'ailleurs au passage que cette agriculture nourrit 70 % de la population mondiale. Mais cette

agriculture est constamment menacée et ...déconsidérée par la pensée économique dominante et par une majorité des États quant à sa capacité à nourrir l'humanité. Il y a cependant quelques petits éclaircis de grandes institutions financières internationales comme...la Banque mondiale :

La Banque mondiale avertit que l'Afrique verrait sa production agricole totale reculer de 10% d'ici à 2050 et environ 40% de ses terres dédiées au maïs devenir « inutilisables » dans la décennie 2030 parce que « des températures extrêmes pourraient affecter les récoltes de riz, de blé, de maïs et d'autres cultures importantes et menacer la sécurité alimentaire » des pays pauvres, estime l'institution dans son nouveau rapport...Les inondations massives qui ont touché plus de 20 millions de personnes au Pakistan en 2010 pourraient devenir « monnaie courante », selon la BM (...) « Le changement climatique fait peser une menace fondamentale sur le développement économique et la lutte contre la pauvreté » a admis M. Jim Yong Kim, actuel président de la Banque mondiale. Source : Vers de graves pénuries alimentaires, Alexandre Shields, Le Devoir, 20 juin 2013.

Dès lors la FAO et le mouvement international des petits producteurs et paysans réaffirment leur conviction en indiquant bien clairement *que la sécurité alimentaire mondiale n'est pas une simple question technique, mais qu'elle repose, avant tout, sur la capacité des agricultrices et des agriculteurs à nourrir la planète* (extrait du Protocole d'accord entre la FAO et UPA DI en 2013). En prenant l'angle de vue des organisations paysannes, des coopératives agricoles et de la coopération internationale de proximité peut-on considérer qu'elles sont à la hauteur compte tenu de la situation? OUI nous dit la géographe Sylvie Brunel :

Chaque fois que l'on investit dans l'agriculture, les résultats sont visibles, même dans des pays qui paraissaient très

mal partis, comme le Malawi, passé en trois ans de pays mendiant à pays exportateur de nourriture parce que son gouvernement a décidé de soutenir la production de petits producteurs ruraux. Tout comme le Vietnam ou le Brésil, qui ont su arracher leurs campagnes à la pauvreté (S. Brunel, revue Sciences humaines, juillet 2010, numéro 217, p. 30).

Ce qui n'est cependant pas sans poser d'énormes problèmes de l'avis de l'agroéconomiste Michel Griffon (RMB, 2011 et dans ces deux ouvrages celui de 2006 et celui de 2011) car il y a un paradoxe majeur auquel organisations paysannes, coopératives agricoles et ONG doivent répondre :

D'un côté il y a de 20 à 25 millions d'exploitations dans le monde, qui font de l'agriculture industriellement intensive, ce qui représentent 30 à 40% de la production mondiale. Ce type d'exploitation vit cependant une hausse des coûts de l'énergie, génère beaucoup de gaz à effet de serre, est dommageable pour la biodiversité et entre dans une phase de rareté. Puis de l'autre il y a deux milliards 400 millions de petits exploitants. Mais ceux-ci sont peu mécanisés, ne disposent pas d'un régime sanitaire adéquat, sont peu productifs et ont le défi d'accroître leurs rendements.

C'est cette autre agriculture qui vit une véritable tragédie sociale: des centaines de millions de petits producteurs en milieu rural ont peu de moyens d'exploiter convenablement leur terre, disposent de peu de soutien de la part des pouvoirs publics et sont inscrits **dans la seule économie de subsistance qui écarte leurs familles** (et d'abord les enfants) **des droits les plus élémentaires** en matière de **sécurité alimentaire** (840 millions de personnes sous-alimentés et deux milliards victimes de carences en micronutriments nous dit la FAO dans *Le Devoir* du 13 juin 2014), d'accès à **l'éducation** et d'accès aux **soins de santé** (Fall, 2013).

Cette agriculture enfin valorisée par l'ONU en 2014 (année qualifiée d'Année internationale de l'agriculture familiale) doit donc - c'est le message sous-jacent- être **remise au centre des politiques publiques** (agricoles,

environnementales et sociales) dans les programmes des États à toutes les échelles d'intervention (locale, nationale et internationale). **Mais pour ce faire, la «société civile»** (mouvements sociaux, organisations paysannes en tête, groupes de femmes, ONG du Sud et OCI du Nord, syndicats, groupes écolos, etc.) doit se mobiliser et s'organiser pour que cette priorité devienne une réalité. Tel est le sens de notre réflexion collective sur cet enjeu dans plusieurs de nos projets actuels et futurs de solidarité internationale.

b) Des initiatives qui changent le monde



Une expérience de collaboration internationale en agriculture : l'UPA DI et son travail avec une institution internationale, la FAO

La FAO a fait une entente avec l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Québec à l'automne 2012 pour que cette dernière devienne un partenaire officiel pour les Nations Unies. À partir de là, l'UPA est régulièrement consultée et participe à des projets internationaux destinés à combattre la faim. À titre d'exemple l'organisation malienne Faso Jigi, soutenue par l'UPA DI, a été confirmée comme étant la meilleure organisation agricole africaine. Pourquoi? Cette organisation paysanne a non seulement permis à ses membres d'avoir de meilleurs revenus mais a aussi permis d'assurer la sécurité alimentaire du pays, notamment par une politique de stockage et d'encadrement des marchés appropriée laquelle...Pour en savoir plus : <http://www.oikosblogue.coop/?p=14699>

Une expérience de développement coopératif et communautaire en Indonésie avec Partenaire de développement

Face à la crise que traversent les OCI présentement, Jean-Claude Leclerc du journal *Le Devoir* nous raconte l'expérience de Florès. *Une voie de sortie est possible. La preuve en est fournie en Indonésie, dans l'île de Florès, par le programme Otonomi (autonomie). Des paysans*

ont capté l'eau en montagne, irrigué jardins et plantations, produit leurs légumes ainsi que du gingembre et du café (pour exportation). École puis maisons ont suivi : les villageois en sont à créer maintenant des pépinières et des centres de recyclage de déchets. Leur succès fait évidemment l'admiration des autorités de Florès. Mais où en est la clé ?

Elle se trouve en Indonésie, mais aussi au Québec. Elle tient en quelques évidences : mobiliser les villages au lieu de les fermer, miser sur leur esprit communautaire plutôt que sur le culte du profit, instruire les paysans à l'esprit coopératif, produire des biens essentiels et non de la pacotille, donner à chaque famille une parcelle de terre dont elle soit responsable, acheter semences et équipements grâce à des « prêts d'honneur », éviter la corruption en confiant les fonds à une institution intègre.

Pas de plan ni de contrôle d'en haut, mais un projet simple et réaliste partant d'en bas. Aucun entrepreneur ambitieux exploitant des gens démunis, mais toute une population entreprenant elle-même de sortir de la pauvreté. Nul agitateur prônant le renversement du système, simplement des hommes et des femmes soucieux de leurs familles. Néanmoins, l'instigateur d'Otonomi est québécois. Gilles Raymond existe, il parle aussi une langue indonésienne, il est même de passage au Québec.

Autrefois colonie portugaise, Florès est majoritairement catholique, mais compte une minorité musulmane. Les gens des deux confessions vivent et travaillent ensemble. Leur coopérative ne fait pas de discrimination confessionnelle. Les fonds sont confiés en fiducie à une institution locale fiable.... Les prêteurs sont des partenaires vivant dans différents pays occidentaux. Quelques fondations contribuent aussi aux projets industriels. Même le gouvernement central de Jakarta a donné son appui. Qui dit mieux ? (Source : J-Claude Leclerc, Le Devoir, 4 novembre 2013).

c) Des propositions politiques qui changent la direction du monde

Ce que disent de l'agriculture viable et durable les Rencontres du Mont-Blanc (RMB), forum international de coopératives et de mutuelles



Un des principaux chantiers de l'économie sociale et solidaire au plan international selon les RMB consiste à mettre en oeuvre une agriculture écologiquement intensive, des filières équitables en alimentation et un aménagement intégré des forêts

Nous demandons aux chefs d'Etat et à leurs gouvernements

- *De construire et de mettre en oeuvre des politiques de soutien à une «**agriculture écologiquement intensive**» et à un aménagement intégré des forêts qui s'arrimeraient aux organisations paysannes et aux coopératives agricoles et forestières qui innovent dans ces domaines (biomasse, reforestation...).* Nous soutiendrons vos politiques en ce sens en appelant nos coopératives et organisations paysannes à collaborer et à se solidariser afin de placer l'innovation au cœur de leurs activités tout en s'assurant de maintenir leur indépendance vis-à-vis des Etats et des collectivités locales.
- *D'appuyer résolument, de concert avec les institutions internationales le droit des peuples à la **souveraineté alimentaire** en sortant l'agriculture et la forêt des règles internationales du «tout au marché» dont elles sont prisonnières.*
- *D'impulser et de réaliser une politique très volontariste de **protection des écosystèmes** : a) en reconnaissant et en protégeant les diverses formes de gestion des ressources naturelles, matérielles et immatérielles, qui forment l'éventail des biens communs ; b) en s'appuyant sur les entreprises collectives (coopératives, mutuelles, associations) pour passer d'une économie axée sur le maximum de profit*

à une économie durable ; c) en menant, avec les citoyens, la nécessaire « révolution bleue », par la promotion d'une « économie bleue » recherchant la préservation des ressources en eau et le principe de précaution dans son utilisation.

Source : documentation d'orientation des RMB de 2011, Chamonix.

Ce que dit la Confédération syndicale internationale (CSI) va dans le même sens



...Améliorer la nutrition pour tous à travers l'agriculture durable et de meilleurs systèmes alimentaires (source : document du groupe de travail de la CSI sur le cadre de développement durable pour l'après 2015, mai 2014, <http://www.ituc-csi.org/les-nouvelles-priorites-post-2015>)

...Garantir des systèmes de production alimentaire durables aux rendements élevés d'ici 2030 et réduire l'intensité de l'utilisation de l'eau... de produits chimiques... et d'énergie...

...Fournir l'accès d'ici 2030 aux intrants, connaissances, ressources de production, services financiers et marchés pour les petits agriculteurs et pêcheurs en prenant particulièrement en compte les femmes et les peuples autochtones.

...Réduire le taux global de pertes et de gaspillage le long de la chaîne alimentaire de 50 pour cent d'ici 2030.

...Protéger d'ici 2030 la biodiversité agricole, à travers notamment les pratiques et les connaissances locales dans le

domaine de l'agro-biodiversité et de la diversité alimentaire.

...Mettre un terme d'ici 2020 à la perte de toute biodiversité, y compris les habitats et, protéger les espèces menacées

...D'ici 2020, garantir la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes, y compris en restaurant des écosystèmes essentiels dégradés

...Maintenir la diversité génétique à la fois des variétés cultivées et des espèces sauvages apparentées

...Garantir d'ici 2030 la gestion durable de toutes les forêts¹²⁵ et les écosystèmes de montagne en mettant un terme à la déforestation et en augmentant le reboisement de...%

...Réaliser d'ici 2030 un monde de dégradation des sols neutre

...Assurer le partage équitable et juste des bénéfices provenant de l'utilisation des biens naturels, y compris les ressources génétiques

Références

- Beaudoin, A. (2013), *Agriculture familiale et solidarité internationale*. Entrevue. <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article81>
- Favreau, L. (2014), «Nourrir l'humanité. Le défi d'une agriculture mondiale durable au 21^{ème} siècle. Ce que les organisations paysannes et la coopération québécoise nous apprennent ». Dans Gagnon, C. (Éd). Guide québécois pour des Agendas 21^e siècle locaux. <http://a211.qc.ca/agriculture-durable/>
- Favreau, L. et E. Molina (2014), *La solidarité internationale du mouvement des agriculteurs québécois. L'expérience de l'organisation UPA Développement international, Éd. CRDC et UPA DI, Université du Québec en Outaouais*. Disponible sur le site de la CRDC : <http://www4.uqo.ca/crdc-geris/>

2. Affronter la crise de l'énergie et le réchauffement climatique : comment sortir du cercle vicieux des énergies fossiles ?

a) L'enjeu

Comment sortir des énergies fossiles ? Deux batailles sont à mener de front avancent plusieurs: d'abord celle de la résistance, du refus de s'engager dans le développement de nouvelles énergies fossiles comme le gaz de schiste. Puis, il y a celle de s'engager dans la bataille des énergies renouvelables : transport collectif misant sur l'électricité; biogaz et compostage à partir de nos déchets; production d'énergie solaire et création d'une solide filière éolienne.

Le Groupe intergouvernemental d'études sur l'évolution du climat (GIEC) en conclue que cela suppose pour les pays industrialisés du Nord de réduire de 30 % d'ici 10 ans leurs émissions de CO₂. On induit par là que les modifications dans l'économie de ces pays sont des modifications de grande envergure, fondamentales même dans ses principaux secteurs, que ce soit la production d'énergie, le transport, l'industrie, la forêt et l'agriculture ou le secteur du bâtiment sans parler des déchets et des eaux usées.

Désormais, il faut prendre acte que certaines transitions risquent d'être fatales étant donné le **croisement des échéances** : l'échéance climatique liée au seuil de réchauffement de la planète, l'échéance énergétique liée à l'épuisement des ressources pétrolières (et sa gestion spéculative) et l'échéance alimentaire liée à la remise au marché de la fixation des prix qui montent en flèche. Nous pouvons parler aujourd'hui de télescopage et de croisement des crises provoquant un **saut qualitatif vers le pire**. Or contrairement à ce que l'on peut penser, ce ne sont pas les solutions techniques qui empêchent de réaliser ces réductions. «Avec les techniques actuelles et celles qui seront développées dans les prochaines décennies, il est réaliste de viser une réduction de 80 % à 95 % des émissions pour 2050» nous dit l'économiste de l'IREC, G. Bourque. Ce qui pose plutôt un problème, c'est la **volonté politique** de la

communauté internationale et son corollaire le **poids politique du lobby de l'industrie des énergies fossiles** (charbon, pétrole et gaz) qui bloque cette démarche capitale de reconversion à une économie verte.

Le biologiste Claude Villeneuve à propos des changements climatiques

Nous sommes actuellement sur la pire des trajectoires. Et l'avenir des négociations internationales pour un accord post-2020 n'est pas rose. Les principaux blocages n'ont pas été levés à Varsovie, et l'accord anticipé à Paris en 2015 est encore très loin d'avoir des dents....Si vous croyez avoir vu le climat dans tous ses états, les décennies qui viennent vous réservent sans doute des surprises. Malheureusement, la science ne peut qu'apporter un éclairage à la prise de décision. Source : Claude Villeneuve dans *Découvrir* (février 2014)

Bref il y a une tendance au plafonnement politique à l'échelle internationale sur cet enjeu. L'impératif écologique se présente comme un incontournable horizon politique dans ce début de 21^e siècle, Mais la nature est devenue un véritable champ de bataille (Keucheyan, 2014) où la question écologique est investie par des dynamiques diverses en bonne partie contradictoires. Nous assistons certes à l'émergence d'une dynamique de mouvements sociaux et de l'économie sociale et solidaire à savoir des coopératives dans l'éolien ou le solaire, des organisations de producteurs dans l'agriculture écologiquement intensive, des coopératives forestières pratiquant de l'aménagement durable des forêts et produisant de la biomasse, du transport collectif tout électrique... Mais nous avons vu simultanément se poindre l'entrée en force des lobbies des multinationales pour bloquer cette transition.

b) des initiatives qui changent le monde



Une expérience au Sud : le solaire dans des villages du Sénégal grâce au développement croisé d'une organisation paysanne, de coopératives et de la coopération internationale

Au Sénégal, dans la région de Thiès, à trois heures de route de Dakar, la capitale, des paysans bénéficient de l'électricité photovoltaïque grâce à leurs «mutuelles de solidarité», toutes fédérées dans une coopérative rurale d'épargne et de crédit : plate-forme de pompage solaire pour irriguer la terre communautaire ; transformation de leurs produits agricoles (aubergines, choux, gombos, tomates, papayes et oignons) ; conservation ou stockage de leurs produits ; éclairage public par l'alimentation en lampes de basse consommation dans les petites rues des villages ; congélateur communautaire pour refroidir médicaments, aliments, jus de fruit maison ; recharge des téléphones mobiles ; etc. Tout cela nécessite de l'énergie dans une région qui dispose de 365 jours de soleil par année. Mais comment faire quand le réseau public d'électricité ne s'y rend pas et qu'il n'y a aucun espoir de son extension. Le tout a commencé en 1995.

Dans chacun des villages, un réseau de mutuelles, membre de l'Union des groupements paysans de Mécké (5000 membres, 2050 exploitations agricoles familiales), s'est mis en marche. Il gère aujourd'hui l'installation. À l'échelle sous-régionale, l'atelier Kayer voit non seulement à subvenir aux besoins énergétiques des agriculteurs, il voit maintenant à l'installation de stations familiales de production d'électricité solaire. À l'origine du projet un partenariat de cette organisation de petits agriculteurs avec l'ONG française Terre solidaire par l'intermédiaire d'un prêt de sa société d'investissement, la SIDI (une société d'investissement solidaire pour le développement créée en 1983). Et fait à noter, le

soutien à la formation de leaders paysans de ce regroupement par UPA DI dans le cadre de son programme Les savoirs des gens de la Terre.

*Quand on connaît le contexte, on se dit qu'il y a là une **innovation majeure** de l'économie populaire en milieu rural: en effet, au Sénégal, pays à majorité paysanne, il n'y a que 16% de la population rurale qui bénéficie de l'accès à l'électricité (et à peine 10% en Afrique de l'Ouest). Des organisations paysannes font le bon choix en misant sur l'avenir avec le solaire. Certains États y réfléchissent...*

On peut en effet imaginer une telle initiative changeant d'échelle en devenant une alternative réelle aux énergies fossiles pour des centaines de milliers de familles des pays de l'Afrique de l'Ouest comme le Sénégal, le Burkina-Faso, le Mali, la Guinée, le Niger, etc.

Un ministre burkinabé disait récemment à l'ONU :

Salifou Ouedraogo, ministre de l'environnement et du développement durable du Burkina Faso considère les énergies renouvelables comme sa bataille. Dans les travées de la première Assemblée des Nations unies pour l'environnement, qui s'est tenue à Nairobi du 23 au 27 juin, il monte au front. « Nous dépendons encore du pétrole, nous l'importons, cela nous coûte cher, alors que, dans les pays sahéliens, nous bénéficions de 350 jours de soleil. Nous devons aller vers le solaire, ce qui évitera aussi la pression sur les forêts. Mais les besoins sont énormes, et cela nous coûtera des milliards : nous avons besoin d'aide », explique-t-il. (source : Le Devoir, 8 juillet, 2014)

Une expérience au Nord : l'expérience québécoise/canadienne de la Vallée du Richelieu. Récit d'une résistance qui aboutit à un moratoire sur le développement du gaz de schiste et sur une recherche d'alternatives



*Le gaz de schiste, depuis un peu plus d'une décennie aux États-Unis (500,000 puits dans 37 états) et depuis peu au Québec, est considéré par l'industrie gazière et pétrolière et par les gouvernements, comme un véritable **eldorado stratégique**. Il constitue une véritable révolution sur la planète énergétique par ses techniques d'extraction du gaz naturel, une perforation du roc sur un kilomètre de profondeur et à l'horizontal sur la même distance, dans le shale d'Utica, lequel roc couvre une superficie de 10,000 km². Plus précisément, des centaines de communautés le long de la Vallée du Saint-Laurent de Saint-Hyacinthe à Rimouski pourraient être affectées par la mise en œuvre de 20,000 puits, la plupart en milieu agricole où 16,000 terres seraient menacées (Mesly, 2011; Foisy et McEvoy, 2011). Le hic c'est que la fracturation hydraulique pour aller chercher le gaz nécessite des milliers de litres d'eau à laquelle on a ajouté des centaines de produits chimiques dont on ne connaît pas la nature.*

À de nombreuses reprises, lors d'assemblées en Montérégie, notamment à Saint-Hyacinthe, à Mont-Saint-Hilaire, à Saint-Marc sur le Richelieu et à Saint-Antoine sur le Richelieu, une action citoyenne issue des communautés avec l'aide d'écologistes (AQLPA notamment) et de scientifiques s'est mise en place. C'est l'assemblée citoyenne de Saint-Marc-sur-le-Richelieu à l'automne 2010 qui aura été le coup d'envoi d'un regroupement interrégional de près d'une cinquantaine de groupes pour toute la Vallée du Saint-Laurent regroupement qui s'est mis en place en quelques mois seulement. Résultat en bout de piste : une première victoire par l'obtention d'audiences du BAPE et, dans les faits, un quasi-moratoire. Et en juin 2011 à Montréal le point culminant, une manifestation de 10 000 personnes sans compter, en cours d'année, la mobilisation de 150 scientifiques qui appuient le mouvement².

² Pour en savoir plus long sur cette mobilisation citoyenne (points forts et points faibles), voir Batellier, P. et L.Sauvé (2011), «La mobilisation des citoyens autour du gaz de schiste au Québec : les leçons à tirer», revue *Gestion*, vol.36, numéro 2, p.49 à 58.

De façon plus générale, il faut bien voir ici que c'est toute la géopolitique des énergies dans le monde qui est redéfinie par cette plongée dans l'exploitation du gaz de schiste. Des gouvernements avaient commencé à miser sur les énergies renouvelables comme alternatives au pétrole mais voilà que le gaz de schiste, bien qu'étant une énergie fossile, leur apparaît une «alternative» puisque, aux dires de l'industrie, il est moins polluant que le charbon, le mazout, le pétrole.



C'est à cette époque que l'IREC, dans ses travaux sur l'axe «restructuration industrielle et conversion écologique», proposera ce qui suit :

Nous suggérons de créer une nouvelle agence pour coordonner les stratégies visant une reconversion écologique de l'économie québécoise, de lancer de grands projets mobilisateurs dans les domaines des transports, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et de redonner à tous les acteurs de la société civile – en particulier les mouvements syndicaux, de l'économie sociale et écologiste – une pleine participation au processus de formulation et de mise en œuvre des stratégies. Gilles L. Bourque, Note d'intervention de l'IREC, août 2011.

*Le Québec est une société très bien positionnée pour faire un choix géopolitique semblable à celui de la Suède nous dit Robert Laplante, directeur de l'IREC puisqu'il est déjà en mode d'énergies renouvelables à hauteur de 50% (40% par l'hydro-électricité, 10% par la biomasse). L'indépendance énergétique du Québec peut aller encore plus loin si est adoptée une stratégie offensive de **transport collectif** à l'échelle de tout le territoire. **Scénario plausible : un monorail qui relie Montréal aux huit capitales régionales** à partir des autoroutes existantes. Donc rien n'est à exproprier, ni les ménages, ni les terres agricoles. L'acceptabilité sociale d'un bout à l'autre du Québec est pratiquement sans*

problème majeur. De plus le Québec est un producteur de matériel de transport collectif. Coût de cette grappe industrielle : \$7 milliards. Apport : au bas mot 50,000 emplois à la carte. On imagine la force que peut procurer les échanges interrégionaux dans tous les registres : économique, social, culturel (Bourque et Laplante, 2011).

c) des propositions politiques qui changent la direction du monde

Les initiatives ne manquent pas pour faire face à ce défi de conversion écologique en matière d'énergie-climat. Des groupes écologistes, des municipalités, des agences de développement local, des syndicats, des coopératives, des organisations communautaires engagent des processus qui parfois amènent les pouvoirs publics à assumer l'enjeu. Les exemples précédents illustrent des possibles et donc permettent de contrer la fatalité. En revanche, ces initiatives, si nombreuses soient-elles, ne donneront des résultats véritablement structurants que si elles s'inscrivent dans un cadre global et une coopération d'ensemble à toutes les échelles d'intervention (du local à l'international). Qu'est-ce qui bouge au plan international à cet effet ?

Ce que disent de la lutte au réchauffement climatique les Rencontres du Mont-Blanc (RMB)



Un des principaux chantiers de l'ÉSS au plan international pour affronter la crise de l'énergie et le réchauffement climatique :

Nous revendiquons que les États contraignent toutes les entreprises (publiques, marchandes, collectives) à rendre compte non seulement de leur création de richesses au plan économique mais aussi de leur utilité sociale et de leur empreinte écologique.

Nous sollicitons les États pour que soit mise en priorité, par une écofiscalité appropriée, la conversion écologique de leur économie (une économie verte) dans l'habitat (efficacité énergétique) et dans le transport (collectif et public) en collaboration avec les organisations et entreprises de l'ESS qui oeuvrent dans ces domaines.

Nous invitons les États à miser en priorité sur les énergies renouvelables (l'éolien, la biomasse, le solaire, le géothermique...) et le retrait, sinon le contrôle, de l'exploitation des énergies fossiles (gaz de schiste, pétrole...) en collaboration avec les organisations et entreprises de l'ESS qui oeuvrent dans ces domaines.

Que le développement du mouvement de la consommation responsable et du commerce équitable soit systématiquement encouragé par les politiques publiques.

Ce que dit la Confédération syndicale internationale (CSI) va dans le même sens (CSI, 2014)



Assurer l'accès pour tous à des ressources énergétiques durables, abordables, fiables et modernes

a) d'ici 2030, assurer un accès universel aux services énergétiques durables et modernes

b) doubler d'ici 2030 la part des énergies renouvelables dans les sources mondiales d'énergie

c) doubler d'ici 2030 le taux mondial d'amélioration en matière d'efficacité énergétique, y compris dans les bâtiments, l'industrie, l'agriculture et les transports

d)augmenter d'ici 2030 de x% la part des technologies d'énergies plus propres à faible ou zéro émission, y compris les biomasses durables et les foyers améliorés

e)éliminer progressivement d'ici 2030 les subventions aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation

f)intégrer l'adaptation au changement climatique et les réductions d'émissions dans les projets de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté.

3. La solidarité internationale du Québec: la reconfiguration en cours

a) L'enjeu

La solidarité internationale s'est développée de façon nouvelle entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud au cours de la dernière décennie, profitant notamment de l'arrivée des Forums sociaux mondiaux. L'évolution de la conjoncture générale, mondiale et canadienne, pose cependant des défis de taille aux organisations québécoises et canadiennes et à leurs partenaires du Sud.

Le nouvel agenda international de l'efficacité de l'aide (AIEA) a indiqué un changement de priorité des États tout comme au Canada, l'arrivée d'un gouvernement conservateur a inversé le paradigme de coopération internationale de proximité existant depuis 40 ans. Comme le souligne l'Association québécoise des organisations de coopération internationale (AQOCI), l'évolution des politiques publiques en fonction de ce nouvel Agenda constitue désormais un environnement difficile pour la coopération de proximité entre communautés du Nord et du Sud (AQOCI, 2008 et 2012).

b) des initiatives qui changent le monde



Une expérience de coopération Nord-Sud : La Fédérée et SOCODEVI en soutien à des coopératives agricoles en Bolivie

La Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), relais international des coopératives membres du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), a accompagné depuis sa naissance en 1985 quelques 600 projets dans des domaines aussi variés que les ressources forestières ou le commerce équitable de différents produits du secteur agro-alimentaire dans une quarantaine de pays. Exploration d'une expérience de 10 ans de collaboration avec des communautés paysannes en Bolivie. Pour en savoir plus :

<http://www.oikosblogue.coop/?p=9039>

L'expérience française de Terre Solidaire et de la SIDI dans le développement de communautés au Sud



L'OCI française Terre solidaire avec la SIDI, son bras financier, pratique depuis 30 ans le prêt et la garantie de prêt à de petites et moyennes entreprises au Sud. Née en 1983 Solidarité internationale pour le développement et l'investissement (SIDI) est une société financière qui octroie des prêts et des garanties de prêts pour accompagner des projets de développement local. La SIDI est dotée d'un capital de 15,4 millions d'euros dont 96% sont investis auprès de 65 partenaires dans 30 pays du Sud en appui financier et technique à des services d'épargne, de crédit, d'accès au marché... Bref en 30 ans, nous dit l'organisation, elle a financé des centaines de milliers de petits entrepreneurs ruraux et urbains. Terre solidaire, la SIDI et le Crédit coopératif (cousine de la Caisse d'économie solidaire Desjardins au Québec) font front commun dans cette aventure.

L'expérience d'organisations paysannes en Afrique de l'Ouest avec les systèmes de prêts rotatifs

Une organisation paysanne, fondée en 1985 et composée de 77 groupements et compte 5000 membres, dont 60 % de femmes. Elle se déploie sur quatre communes rurales, dans un rayon approximatif de 20 km, à environ 120 km de Dakar, la capitale. Cette zone est plutôt aride et ne dépend que de la pluie, quatre à cinq mois par année, pour produire particulièrement des céréales (sorgho et mil) et de l'arachide. Une amorce encore timide de diversification de la production, à partir de l'élevage, est en cours. L'organisation est partenaire d'UPA Développement international (UPA DI), dans le cadre du programme Les Savoirs des gens de la terre (LSGT), depuis 2004. On peut y visiter 172 projets d'amélioration des entreprises agricoles

familiales, répartis dans cinq groupements. Sans oublier trois projets collectifs de groupements axés sur la mise en marché des produits agricoles et accompagnés par les animateurs bénévoles de l'organisation paysanne dans le cadre du programme de formation LSGT.

En 2008, une vingtaine d'agriculteurs membres participants du groupement de Darou Gaye, affilié à cette organisation paysanne et ayant participé au programme LSGT, ont obtenu un financement pour la mise en œuvre de projets d'amélioration de leurs exploitations agricoles familiales (des prêts variant entre \$500 et \$1 000). Après la première année d'exécution de ces projets, la vingtaine d'agriculteurs ont remboursé au groupement le tiers du montant reçu. En 2009, cette somme ainsi récupérée a permis de soutenir sept autres agriculteurs dans leurs projets d'amélioration des exploitations agricoles. En 2010, les 20 premiers agriculteurs bénéficiant du fonds ainsi que les sept nouveaux ont remboursé au groupement le tiers du montant obtenu, permettant de démarrer ainsi neuf nouveaux projets.

En 2011, lorsque les 20 bénéficiaires de 2008 ont remboursé le dernier tiers du prêt reçu, de même que les sept bénéficiaires de 2009, ont eu remboursé le deuxième tiers de la somme reçue et les neuf bénéficiaires de 2010, leur premier tiers, 12 nouveaux projets ont pu obtenir du financement. Un grand total de 48 projets d'amélioration des exploitations bénéficiant du financement à partir du fonds initial de développement. (source UPA DI, rapport annuel 2010-2011).

L'expérience du Fonds Solidarité Sud : financer des projets innovateurs et structurants



À l'initiative de personnes engagées depuis longtemps dans la coopération internationale, en provenance de différentes régions du Québec et de différents groupes de professionnels, un fonds de dotation a été créé en 2007 par un réseau devenu une

association de solidarité en 2010. Ce fonds est le Fonds Solidarité Sud.

Ce fonds a, au plan financier, des objectifs ambitieux : disposer d'un capital de plusieurs millions de dollars afin de doter la solidarité internationale du Québec de meilleurs moyens et de meilleures garanties de durée et d'autonomie par rapport à toute autre source (publique, privée) de financement. Le capital est inaliénable. Ce sont uniquement les intérêts du Fonds Solidarité Sud qui peuvent être utilisés. La composition actuelle du Fonds est la suivante : a) du capital différé soit des polices d'assurance vie et des legs testamentaires pour 1, 500 000\$; b) 140 000\$ de liquidités en provenance principalement de dons mensuels d'individus ou de dons annuels d'organisations ; c) un financement d'appoint d'amis du Fonds (\$100/an) branché directement sur des projets de développement jugés prioritaires par ses partenaires du Sud, notamment, en 2013, une communauté forestière au Honduras (en collaboration avec SOCODEVI) ; en 2014, une organisation paysanne sénégalaise (en collaboration avec UPA DI) ; en 2015, des communautés en Haïti et au Pérou. Cet outil financier innovateur peut grandir et compléter la mise en oeuvre d'OCI qui travaillent au Sud dans la durée. Des fondations mises sur pied par certaines OCI vont dans le même sens.

L'expérience de la Caisse d'économie solidaire Desjardins et du Fonds Azula



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

Né en 2009, le Fonds AZULA aide les petits producteurs et entrepreneurs des pays du Sud dans le cadre des projets ONE DROP dont l'approche est constituée de trois volets : une fois l'accès à l'eau assuré, les technologies implantées et la formation dispensée, des services de microfinance entrent en jeu. Pour les communautés, cela signifie pouvoir emprunter l'argent nécessaire pour poursuivre et augmenter leurs activités productives et commerciales et se sortir ainsi de la pauvreté.

Les membres de la Caisse d'économie solidaire Desjardins ont adopté, lors de leur assemblée générale annuelle de 2013, une proposition qui engage la Caisse à mondialiser ses pratiques solidaires. Dans cette perspective, comme elle détient une certaine expertise en matière de services

financiers aux entreprises collectives (coopératives et associations), son ouverture internationale l'a engagé dans deux expériences innovantes en matière de coopération Nord-Sud : une avec les réseaux de caisses rurales CRESOL et UNISOL au Brésil (avec DSI) et une autre avec le fonds AZULA issu du Cirque du Soleil et présent dans divers pays du Sud. La Caisse inscrit aussi son action au sein du Forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire/Rencontres du Mont-Blanc. Ce type d'intervention de la Caisse n'est pas que sectoriel (la finance de proximité). Il s'insère dans un mouvement coopératif, mutualiste et associatif qui s'internationalise de plus en plus.

c) Des propositions politiques qui changent la direction du monde



Il y a d'abord eu cette grave crise de financement public des OCI en 2012 qui se prolonge aujourd'hui et met en péril les OCI plus petites tout en réduisant la portée des plus grandes. Cela a été comme un déclencheur pour renouveler les cadres de la coopération Nord-Sud du Québec. Dans ce sens les OCI membres de l'AQOCI sont en train de prendre la direction suivante : reconfigurer leur coopération en misant sur un projet d'Agence québécoise de solidarité internationale (AQSI) et en travaillant à la mise en oeuvre d'un outil financier inscrit dans une logique du prêts et de garanties de prêts. Voir le billet Oikos suivant : <http://www.oikosblogue.coop/?p=16531>

Une partie de cette reconfiguration s'inscrit dans une démarche de construction de nouveaux outils financiers consacrés au développement d'activités génératrices de revenus et d'emplois et d'entreprises (le plus possible collectives soit des coopératives, des mutuelles ou des associations) dans les communautés du Sud. Ce serait un Fonds québécois dédié au développement d'entreprises collectives dans le Sud. Ce projet est susceptible d'amener des collaborations inédites entre organisations d'ici et partenaires actuels et futurs au Sud. Voir à ce propos <http://www.oikosblogue.coop/?p=16656>

Une piste de sortie de crise : la finance solidaire du local à l'international

Depuis plus de 40 ans, les OCI du Québec agissent principalement à partir du dispositif des dons en provenance du public et des gouvernements (l'ACDI surtout, le MRI un peu). Mais ce soutien, notamment pour financer des infrastructures économiques locales dans le Sud comme cela se présente dans plusieurs expériences, commande souvent d'être accompagné d'une pratique de prêts et de garanties de prêts. L'avenir de la solidarité internationale repose sur cette association complémentaire du don et du prêt et sur une plus grande autonomie de financement des OCI. Quelques initiatives d'ici et d'ailleurs ont commencé à explorer ce nouveau chantier...Pour en savoir plus :
<http://www.oikosblogue.coop/?p=15746>

4. Les nouvelles dynamiques internationales

a) L'enjeu

Nombre de rencontres internationales s'organisent pour développer des alternatives économiques : celles de l'Alliance coopérative internationale (ACI), celles de l'association des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) ou du Sommet Desjardins/ACI et de l'Association internationale de la finance solidaire (INAISE...) sans compter les réseaux de commerce équitable. Au plan plus politique, les Forums sociaux mondiaux, les rencontres du mouvement syndical international (la Confédération syndicale internationale) et les rencontres du mouvement agricole et paysan. Il est donc très important de prendre la mesure de l'engagement québécois dans cette **internationalisation des solidarités**.

Le bilan 2015 des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est à nos portes. En 2000, un nombre considérable d'OCI se sont investis dans les OMD. Le bilan est fort mitigé à l'aube de ses 15 ans. L'agenda 2014-2015 des institutions internationales sur ces OMD se dessine déjà. Mais les enjeux ne sont plus les mêmes : la crise écologique est devenue une question beaucoup plus sensible depuis une ou deux décennies et les inégalités se sont creusées. Les futurs paradigmes du développement sauront-ils s'attaquer davantage aux fondements des inégalités sociales et à l'urgence écologique ?

En fait l'urgence écologique croise l'urgence de la solidarité internationale. Sur une planète où les défis ne se jouent plus uniquement sur le plan local et national, l'internationalisation des solidarités s'impose plus que jamais. Le dernier rapport des experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, est formel : l'ensemble des pays du monde risque d'entrée **dans un inconnu climatique**. Et ce risque énorme pourrait nous arriver dès 2030 nous disent ces experts. Le «laisser-faire» aurait un coût qu'on commence enfin à évaluer notamment aux États-Unis qui ont subi en 2014 un hiver particulièrement

rigoureux dont les autorités se rendent enfin compte aujourd'hui qu'il est dû à l'empreinte écologique humaine et qu'il a un effet direct sur l'économie semblable à celui des inondations ou des sécheresses en d'autres saisons.

Les mouvements sociaux (coopératives, syndicats, associations communautaires, OCI et organisations d'agriculteurs), grâce en bonne partie aux écologistes, se sont progressivement emparés de ces deux enjeux, même si cette prise de conscience est à géométrie variable. Ces mouvements ne sont cependant plus seuls à vouloir occuper cet espace. Un capitalisme vert a émergé. Les assurances ont été le premier secteur du privé à sonner l'alarme. Puis a émergé un secteur privé directement engagé dans les énergies renouvelables. Et plus récemment certaines multinationales ont bien vu venir les pertes qu'ils encouraient si rien n'était fait : Coca-Cola par exemple qui se sait menacée dans son approvisionnement en eau ou en canne à sucre par des événements climatiques ou encore Nike, présente par 700 usines dans 49 pays, qui a été affectée en 2008 par des fermetures d'usine dues aux inondations (Corine Lesnes, dans *Le Monde* et *Le Devoir*, 25 juin 2014). Sans compter certains leaders du monde des affaires qui s'inquiètent du réchauffement climatique (le rapport de l'ONU *The New Climate Economy Report* cité dans *Le Devoir* du 20 septembre et le rapport *Risky Business* du groupe Rhodium, cité dans *Le Devoir* du 28 juin dernier). De telle sorte que la Banque mondiale et l'OCDE y vont également d'un constat sur le risque écologique....Mais là où s'arrête la convergence, un même constat de gravité de la chose.

S'entendre sur des solutions entre organisations et institutions ayant souvent des intérêts en grande partie opposés est une toute autre histoire. Retenons cependant, qu'à l'intérieur des mouvements, on assiste à certains rapprochements qu'on n'espérait plus. C'est notamment le cas des syndicats et des coopératives :

Syndicats et coopératives se retrouvent selon l'OIT

Dans le monde entier, les syndicats et les coopératives se redécouvrent mutuellement

et unissent leurs forces pour sauver des entreprises et des emplois. Une analyse de l'OIT.

...Au Brésil, par exemple, le Syndicat des métallurgistes de l'ABC (SMABC) a réussi à sauver de la faillite la plus importante forge industrielle d'Amérique latine, Conforga, il y a plus de dix ans, en permettant aux travailleurs de devenir propriétaires de l'entreprise. Fort de cette expérience, il a ensuite aidé à établir la nouvelle Centrale des coopératives et entreprises solidaires.

... le Syndicat unifié des travailleurs de la sidérurgie (USW) aux Etats-Unis et au Canada a exploré avec l'idée du modèle hybride de «coopérative syndiquée», développé en partenariat avec la Fédération coopérative Mondragon, installée au Pays basque espagnol.

<http://recma.org/actualite/renouer-les-liens-syndicats-et-cooperatives-se-retrouvent>

Faire mouvement : par delà le souhaitable, quel est le possible?

Parlant des thèmes prioritaires de la 2^e édition du Sommet international des coopératives, notamment de la sécurité alimentaire, de la santé et des services à la personne, Mme Leroux, la présidente du mouvement Desjardins, disait récemment:

Au Sommet, nous allons nous demander si nous pouvons contribuer davantage en matière de création d'emplois, d'innovations ou de soutien au développement des entreprises....Et d'ajouter qu'il peut être difficile de confier des problématiques liées à la santé ou à la sécurité alimentaire à des entreprises cotées en Bourse, ancrées sur le retour immédiat aux actionnaires.

Entrevue avec *Le Devoir*, 6 septembre 2014

Cette vision des choses est on ne peut plus juste. Toutefois les dynamiques conjointes des coopératives et des autres familles de l'économie solidaire ne pourront à elles seules inverser l'ordre des choses. On devra aussi compter sur l'engagement local, national et international de tous les mouvements que ce soit les syndicats, les organisations paysannes, le mouvement des

femmes, le mouvement des écologistes ou les organisations de solidarité internationale (ONG et OCI) de la planète. On devra de même compter sur celle des États les plus progressistes afin d'ouvrir de grands chantiers prioritaires dans la prochaine décennie, autrement dit des initiatives de caractère stratégique notamment celles qui peuvent relancer ou solidifier l'agriculture familiale au Sud, favoriser la transition énergétique de l'économie, recomposer notre solidarité internationale, assurer notre présence dans les espaces créés par les institutions internationales pour que les prochains OMD soient des objectifs poursuivant une mondialisation durable.

Et pour y arriver, **le travail de fédérer et de confédérer les initiatives à toutes les échelles (locale, nationale et internationale) est déterminant.** C'est la conviction de plusieurs dirigeants d'organisations économiques et sociales. C'est là toute l'importance de la **représentation politique, de la prise de parole publique** comme je l'écrivais à l'occasion de la première édition du Sommet en 2012 <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article75> Le congrès de création de la Confédération syndicale internationale (CSI) en 2006 en passant par les congrès de l'Alliance coopérative internationale (ACI) en 2009 à Genève ou en 2012 à Manchester, puis au Québec en passant par la Conférence internationale de Lévis en 2010, les Rencontres du Mont-Blanc en France en 2011, la première édition du Sommet international des coopératives piloté conjointement par le Mouvement Desjardins et l'Alliance coopérative internationale (ACI) en 2012 et à nouveau les RMB en 2013 et la 2^e édition du Sommet des coopératives cette année, toutes ces initiatives vont dans cette direction. Les organisations partenaires de notre RDV du 6 octobre participent toutes à un titre ou un autre à ces avancées <http://w3.uqo.ca/crdc/>

En une période aussi courte, bien des choses relativement inédites auront été réalisées. Une des conclusions qui en découle cependant est de dire « Sortons d'un travail en rangs dispersés et **faisons mouvement** ». Sommes-nous en train de le faire ? Pas certain ! Notre rendez-vous le dira

et aidera sans doute à aller dans cette direction.

b) des initiatives qui changent le monde

L'expérience québécoise de la CSN avec Développement solidaire international (DSI) au Brésil : améliorer l'accès à des services financiers



Profitant de plusieurs années de collaboration entre la CSN et la centrale syndicale brésilienne Central única dos trabalhadores (la CUT est la principale centrale syndicale au Brésil avec 7,5 millions de membres), les membres de DSI, le réseau CSN de coopération internationale pour la finance solidaire et socialement responsable (dont la Caisse d'économie solidaire Desjardins, MCE Conseils, Bâtirente, Fondation et Filaction) sont engagés depuis 2007 dans un vaste projet de transfert d'expertise en faveur de leurs partenaires brésiliens ECOSOL, CRESOL (coopératives d'épargne et de crédit) et UNISOL (coopératives de travail) qui sont invités à développer des services financiers collectifs en tant qu'alternative aux banques privées.

L'expérience québécoise de la FTQ, de son service de solidarité internationale et des fonds de ses affiliés : alliance syndicats et coopératives en Haïti

Pour répondre efficacement aux besoins en matière de coopération internationale, la FTQ a créé un fonds syndical de coopération au développement. L'autre volet est celui de fonds de justice sociale de ses syndicats affiliés dédié à des activités internationales (une dizaine).

Dans cette foulée, la FTQ collabore régulièrement avec des OCI comme le CISO, le CECI ou Oxfam Québec pour ne nommer que celles-là. Un bon exemple nous est fourni dans sa coopération avec Haïti. Non seulement la FTQ, par son service de solidarité internationale, a-t-elle aidé à faire émerger une centrale syndicale, la CTSP mais aussi en 2014 à réaliser

une importante formation à la vie associative de délégués des coopératives et des réseaux de production de café de toutes les régions du pays regroupés au sein de la Plate-forme café. La FTQ a également contribué à fonder le réseau de la francophonie syndicale au sein de la CSI.

c) des propositions politiques qui changent la direction du monde

Ce qu'en disent les Rencontres du Mont-Blanc (RMB)



Un des chantiers prioritaires de l'ÉSS est d'affronter la nouvelle phase de la mondialisation

Nous pensons nécessaire d'intensifier la solidarité internationale, tout particulièrement la solidarité Nord-Sud et Sud-Sud par le développement de nouveaux partenariats entre coopératives, mutuelles, fonds de travailleurs, associations, syndicats...partenariats encouragés par les pouvoirs publics.

Nous misons sur le développement de stratégies de renforcement de pôles continentaux et internationaux d'ESS. C'est à ce niveau que se situe le Forum international des dirigeants de l'économie sociale dans son travail avec des organisations comme l'Alliance coopérative internationale (ACI) et l'Association internationale de la mutualité (AIM)...

Nous croyons nécessaire, aujourd'hui davantage qu'hier, d'exercer une présence plus forte dans l'espace public et des prises de position sur des questions de société

Nous voulons soutenir davantage la dimension confédérative internationale des organisations de l'ESS pour lui assurer plus de poids politique (Alliance coopérative internationale et autres réseaux).

Nous exprimons notre volonté de faire mouvement dans la prochaine décennie avec d'autres organisations (syndicales, écologiques, paysannes...) en instaurant un débat permanent autour d'une plate-forme commune de propositions (sociales, économiques et écologiques) dans la mouvance des grandes rencontres internationale tels que RIO+20, les OMD après 2015...

Ce qu'en dit la Confédération syndicale internationale (CSI) et son Réseau de coopération au développement



Vers une autre mondialisation (quelques extraits du document du groupe de travail sur les Objectifs de développement durable, CSI, mai 2014)

Agriculture durable, sécurité alimentaire et santé

Garantir des systèmes de production alimentaire durables aux rendements élevés d'ici 2030 et réduire l'intensité de l'utilisation de l'eau d'au moins x%, de produits chimiques d'au moins y% et d'énergie d'au moins z%.

Protéger

d'ici 2030 la biodiversité agricole, à travers notamment les pratiques et les connaissances locales dans le domaine de l'agrodiversité alimentaire.

Énergie et climat

D'ici 2030, assurer un accès universel aux services énergétiques durables et modernes,

Doubler d'ici 2030 la part des énergies renouvelables dans les sources mondiales d'énergie .

Doubler d'ici 2030 le taux mondial d'amélioration en matière d'efficacité énergétique, y compris dans les bâtiments, l'industrie, l'agriculture et les transports.

Augmenter d'ici 2030 de x% la part des technologies d'énergies plus propres à faible ou zéro émission, y compris les biomasses durables et les foyers améliorés.

Éliminer progressivement d'ici 2030 les subventions aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation.

Emploi

Promouvoir d'ici 2030 le plein emploi productif et un travail décent pour tous ceux qui recherchent un emploi y compris les personnes les plus marginalisées.

Créer le climat approprié pour les petites et moyennes entreprises, l'entrepreneuriat et l'innovation d'ici 2020.

Rôle accru des États

Renforcer la mobilisation des ressources intérieures, y compris en améliorant la perception des impôts et l'efficacité des dépenses publiques, en réduisant l'évasion fiscale, en améliorant le recouvrement des avoirs volés et en renforçant les systèmes qui exploitent l'épargne intérieure en faveur de l'investissement.

Établir d'ici 2030 une prise de décision participative et inclusive des gouvernements locaux en prenant en compte les intérêts des futures générations.

Une avenue politique : la mobilisation sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) après 2015 avec Denise Gagnon, Nicole Alix, Louis Favreau et Gérald Larose (voir le cahier spécial du Devoir)

Louis Favreau : OMD et dynamiques internationales. Convergence des mouvements. quelle priorité?

Denise Gagnon : OMD après 2015, de quoi le syndicalisme international est-il porteur?

Nicole Alix : OMD après 2015, de quoi les RMB sont-ils porteurs?

Gérald Larose : les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) lancent une invitation et un appel à la 2^e édition du Sommet international des coopératives et à l'ACI.

3. En guise de conclusion



Opposer à l'économie néolibérale un modèle venu de la solidarité

Que faire pour sortir de cette impasse ? Selon Gerald Larose, cela passe par trois champs d'action. D'une part, il faut favoriser le renforcement systématique de la société civile dans la conduite des affaires économiques. « Cette économie-là est conduite par les communautés, par les groupes, et elle est démocratique et solidaire. C'est une économie qui est régionale ou locale et qui est pilotée par des collectivités. »

D'autre part, il faut redonner à l'État ses responsabilités en matière de régulation. « On l'a systématiquement discrédité, à tort, sous prétexte que l'économie appartient au secteur privé. Au contraire, il incombe à l'État de veiller au bien commun et, en ce sens, il a voix au chapitre. »

Enfin, il faut agir au niveau international. « On doit, sur le plan international, muscler les organisations de cet ordre dans leurs responsabilités de concertation et de convention de manière à recréer la régulation et la réglementation à cet échelon. C'est difficile à réaliser, mais on n'a pas le choix. »

Gérald Larose, 22 mai 2013, entrevue du journal Le Devoir par Réginald Harvey.

Le premier grand chantier au plan international est de démocratiser l'économie et de favoriser sa territorialisation nous dit les RMB

Nous voulons favoriser par tous les moyens le développement d'un vaste secteur non capitaliste d'entreprises collectives fonctionnant de façon démocratique autour des enjeux de la crise globale que nous traversons.

Nous comptons poursuivre avec d'autres le travail de recherche permettant de mettre en place de nouveaux indicateurs de richesse.

Nous misons sur le développement d'emplois de qualité dans le cadre d'une économie misant sur le bien vivre dans un monde équitable.

Nous soutenons fortement la prise ou la reprise de contrôle des biens communs (eau, terre, ressources naturelles...) par les communautés et les États à partir, plus particulièrement, du développement de coopératives, de mutuelles et d'associations.

Nous invitons les pouvoirs publics à soutenir

avec plus de force la « biodiversité » de l'économie, l'entrepreneuriat collectif et le développement durable et solidaire des territoires par des politiques et des législations qui leur sont favorables.

Nous visons à développer une finance propre à l'ESS ou favorable à celle-ci pour soutenir le développement de nouvelles entreprises collectives (fonds de travailleurs, programmes publics et internationaux d'accompagnement des entreprises collectives en démarrage...) et nous partageons avec d'autres le principe d'une régulation forte de la finance.

Des organisations qui sont dans la mouvance coopérative et syndicale posent de plus en plus un diagnostic sévère mais assez juste à l'effet que les différentes composantes, organisations et entreprises collectives (coopératives, mutuelles et associations) sont **une force économique mais également un éternel nain politique**. Conclusion pour faire court : les coopératives, mutuelles et entreprises associées doivent intervenir sur la place publique dans le cadre démocratique d'un débat ouvert pour faire avancer de nouvelles législations d'intérêt

général. Un bel exemple de cela nous est fourni par *Co-operative Energy* au Royaume-Uni.

...Depuis toujours, les vrais grands chefs d'entreprise sont ceux qui comprennent que l'intervention législative est une formidable force au service du bien. [...]

Prenons l'exemple de Co-operative Energy. Dès ses débuts, l'entreprise s'est engagée à offrir des prix justes et a promis que la teneur en carbone de son électricité ne dépasserait jamais la moitié de la moyenne nationale. En plus d'appuyer l'utilisation de sources d'énergie renouvelable, elle a également encouragé les initiatives communautaires de production d'énergie.

Toutefois, Ben Reid (chef de la direction de Midcounties, dont fait partie Co-operative Energy) et Ramsay Dunning (directeur général de Co-operative Energy) ont rapidement constaté à quel point il serait difficile d'attirer des clients et de gagner des parts de marché devant les « six géants de l'énergie », qui contrôlaient 97 % de l'approvisionnement énergétique au Royaume-Uni et profitaient d'un cadre réglementaire ayant évolué en leur faveur.

« À titre de coopérative, notre rôle sur le marché n'est pas de jouer le jeu, ni même de gagner, mais bien de redéfinir les règles du jeu («changing the game» », de dire M. Reid, avant que M. Dunning ne souligne « la nécessité de remanier de fond en comble la politique énergétique et de supprimer sans tarder la production d'électricité à partir du charbon ». C'est dans cette optique qu'ils ont élaboré une stratégie de lobbying d'une grande efficacité, comme en témoigne le plus récent rapport sur la responsabilité sociale de Co-operative Energy. Source : Infolettre du Sommet et [Co-operative News](#), 5 juin 2014 dans un texte intitulé «Co-operative

lobbying : seeking change for good».

Sans, pour autant, faire tomber de son cheval, « le cavalier fou du capitalisme financier », ces organisations avancent qu'il est possible pour les entreprises collectives d'infléchir l'économie dans la perspective d'un développement économique viable, socialement équitable et écologiquement durable. Le constat est lucide : les initiatives de ces entreprises peuvent être un levier pour sortir de la crise actuelle, mais elles ne peuvent le faire seules. Elles le peuvent mais avec d'autres mouvements et elles se doivent d'intervenir à **toutes les échelles d'intervention du local à l'international**. Déjà la conférence internationale de Lévis en 2010 avait permis d'ouvrir cet horizon de même que le Rendez-vous de la Caisse d'économie solidaire de 2012 sans compter une partie des débats de la première édition du Sommet international des coopératives (2012) de même que des RMB de 2011 et 2013.

Pour ce faire, des organisations ont soulevé avec raison l'hypothèse que les différents réseaux nationaux et internationaux de coopératives, de syndicats de travailleurs et d'agriculteurs, d'OCI... puissent se réunir autour de **contributions** qui s'adressaient directement **aux pouvoirs publics nationaux et aux institutions internationales** à partir d'une **plate-forme politique commune** composé de quelques grands chantiers et de propositions. Pourquoi ? Parce que les déclarations générales de fin de rencontre ne suffisent plus. Elles deviennent des incantations. À moins d'être traduites **en requêtes d'intérêt général** avec un cap et une feuille de route. C'est le sens du travail des RMB depuis plusieurs années et notamment à Chamonix en 2011 et 2013. C'est aussi le sens de notre RDV international de ce 6 octobre.

Programme du rendez-vous international

8h30	Accueil
9h	<p>Ouverture de la journée</p> <div style="display: flex; align-items: center;">  <div style="text-align: left;"> <p>Lucie Fréchette, <i>CRDC et Fonds Solidarité Sud</i></p> </div> </div>
9h10 à 10h25	<p>Table ronde</p> <p>L'agriculture durable au Nord et au Sud : L'agriculture familiale est-elle un modèle à privilégier ?</p> <p style="text-align: center;">Animateur:</p> <div style="display: flex; align-items: center; justify-content: center; margin: 10px 0;">  <div style="text-align: left; margin-left: 20px;"> <p>Alain Plouffe, directeur du programme international, <i>SOCODEVI</i></p> </div> </div> <p style="text-align: center;">Panelistes:</p> <div style="display: flex; flex-wrap: wrap; justify-content: space-around;"> <div style="width: 45%; text-align: center;">  <p>Marcela Villarreal, Directrice du Bureau des partenariats, <i>FAO</i></p> </div> <div style="width: 45%; text-align: center;">  <p>Nicolas Mesly, journaliste indépendant, agronome, spécialiste des enjeux agroalimentaires et environnementaux</p> </div> <div style="width: 45%; text-align: center;">  <p>André Beaudoin, secrétaire général <i>UPA DI</i></p> </div> <div style="width: 45%; text-align: center;">  <p>Gilles Raymond, <i>Partenaire de développement</i></p> </div> </div>

10h25	Pause
10h45 à 12h	<p>Table ronde</p> <p>La transition énergétique de l'économie : comment sortir des énergies fossiles ?</p> <p style="text-align: center;">Animatrice:</p> <div style="display: flex; align-items: flex-start;"> <div style="flex: 1;">  <p>Marie-Joëlle Brassard, expert-conseil en Économie sociale à <i>Recherche Action Innovation</i> et ex-directrice de la recherche au <i>CQCM</i></p> </div> </div> <p>Panelistes:</p> <div style="display: flex; flex-wrap: wrap;"> <div style="flex: 1; min-width: 200px;">  <p>Robert Laplante, sociologue, directeur de l'<i>IREC</i></p> </div> <div style="flex: 1; min-width: 200px;">  <p>François L'Italien, chercheur à l'<i>IREC</i></p> </div> <div style="flex: 1; min-width: 200px;">  <p>Normand Mousseau, professeur de physique, <i>U. de Mtl</i> et co- président, <i>Commission sur les enjeux énergétiques du Québec.</i></p> </div> <div style="flex: 1; min-width: 200px;">  <p>Stéphane Labranche, chercheur associé à <i>Pacte UMR-CNRS (IEP Grenoble)</i></p> </div> </div>
12h1 5	<p>Pause lunch (sur place)</p> <div style="display: flex; align-items: flex-start;"> <div style="flex: 1;">  </div> <div style="flex: 2;"> <p>12h45 : Allocution de M. Marianus Sae représentant du gouvernement régional de Ngada, Île de Florès (Indonésie)</p> </div> </div>

<p>13h30 à 14h30</p>	<p>Table ronde</p> <p>La reconfiguration de la solidarité internationale du Québec avec le Sud : les défis de la prochaine décennie</p> <p>Animateur:</p>  <p>Claude Dorion, coordonnateur de <i>DSI (CSN)</i> et <i>MCE Conseils</i></p> <p>Panelistes:</p>  <p>Dominique Lesaffre, président d'<i>INAISE</i> et Directeur des investissements (<i>SIDI</i>)</p>  <p>Denis Labelle, président de l'<i>AQOCI</i></p>  <p>Hugues Sibille, vice-président du <i>Crédit coopératif</i> (France)</p>
<p>14h30</p>	<p>Pause</p>
<p>14h50 à 15h50</p>	<p>Table ronde</p> <p>Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) post 2015 : Quelles priorités ? Quelle plateforme ?</p> <p>Animateur:</p>  <p>Léopold Beaulieu, pdg de <i>Fondaction</i></p> <p>Panelistes:</p>  <p>Nicole Alix, administratrice déléguée des <i>Rencontres du Mont- Blanc</i></p>  <p>Denise Gagnon, directrice Service de la solidarité internationale <i>FTQ</i></p>  <p>Louis Favreau, titulaire de la <i>CRDC</i> et président du <i>Fonds Solidarité Sud</i></p>

15h50 à 16h10	<p>Conférence de clôture</p>  <p>Gérald Larose, Caisse d'économie solidaire Desjardins et membre de la direction des <i>Rencontres du Mont-Blanc (RMB)</i></p>
---------------------	---

4. Pour en savoir plus

Sites internet utiles

a) des organisations sur lesquelles miser

Association internationale de la finance solidaire (INAISE) : <http://www.inaise.org/>

Rencontres du Mont-Blanc (RMB) : <http://www.rencontres-montblanc.coop/>

Confédération syndicale internationale (CSI) : <http://www.ituc-csi.org/>

b) des centres et groupes de recherche qui traitent de développement durable et de solidarité internationale

CRDC : <http://w3.uqo.ca/crdc/>

IREC : <http://www.irec.net/>

Blogue de la CRDC : <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/>

Des ouvrages et articles de référence

ACI (2013), *Plan d'action pour une décennie coopérative*, Alliance coopérative internationale (ACI), Genève. <http://ica.coop/en/blueprint>

AQOCI-MRI (2013), *Document de réflexion sur la création d'une Agence québécoise de solidarité internationale*. AQOCI-MRI, Québec, décembre 2013.

Beaudoin, A. (2013), *Agriculture familiale et solidarité internationale*. Entrevue. Billet de la CRDC, <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article81>

BIT (2011), *Note interne sur l'économie sociale dans le monde* de A.Babekew, Service de la statistique, Genève, OIT.

Bourque, G., L Favreau et E. Molina (2012), *Le capitalisme en crise, quelle réponse des coopératives?* Revue *Vie économique*, vol.3, numéro 4, Montréal. <http://www.eve.coop/?r=15>

Bourque, G., L. Favreau et E. Molina (2013), *La solidarité internationale dans tous ses états.* ? Revue *Vie économique*, vol.5, numéro 1, Montréal <http://www.eve.coop/?r=20>

Brunel, S. (2009). *Nourrir le monde, vaincre la faim*, Larousse, Paris.

Brunel, S. (2010), « Les grands défis d'une agriculture durable » dans la revue *Sciences humaines*, numéro 217, Paris, p.26 à 30.

Canfin, P. (2009), *Le contrat écologique pour l'Europe*, Éditions Les Petits matins, Paris.

CSI (2014), <http://www.ituc-csi.org/les-nouvelles-priorites-post-2015>. Document du groupe de travail de la CSI sur le cadre de développement durable pour l'après 2015, mai 2014.

CNUCED, (2013)

Draperi, J-F (2011), *L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise ? Capitalisme, territoires et démocratie*, Dunod, Paris.

Fall. A.-S. (2013), *Des lignes de politique en sécurité alimentaire réussies pour la réduction de la pauvreté au Sénégal*, LARTES – IFAN, Université Cheikh Anta Diop, Dakar et CRDC, UQO, Québec. Disponible sur le site de la CRDC : <http://www4.uqo.ca/crdc-geris/>

- Favreau, L. et E. Molina (2014), *La solidarité internationale du mouvement des agriculteurs québécois. L'expérience de l'organisation UPA Développement international*, Éd. CRDC et UPA DI, Université du Québec en Outaouais, 100 pages. Disponible sur le site de la CRDC : <http://www4.uqo.ca/crdc-geris/>
- Favreau, L. et M. Hébert (2012), *La transition écologique de l'économie*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 160 pages. <http://www.puq.ca/catalogue/livres/transition-ecologique-economie-2414.html>
- Favreau, L. et E. Molina (2012), *Le mouvement coopératif québécois et la solidarité internationale. L'expérience de SOCODEVI*. Disponible sur le site de la CRDC <http://www4.uqo.ca/crdc-geris/>
- Favreau, L. et E. Molina (2011). *Économie et société. Pistes de sortie de crise*, Québec, PUQ, 162 p. <http://www.puq.ca/catalogue/livres/economie-societe-2114.html>
- Favreau, L. (2014), «Nourrir l'humanité. Le défi d'une agriculture mondiale durable au 21^{ème} siècle. Ce que les organisations paysannes et la coopération québécoise nous apprennent ». Dans Gagnon, C. (Éd). Guide québécois pour des Agendas 21^e siècle locaux. <http://a211.qc.ca/agriculture-durable/>
- Favreau, L. (2013), *Les nouveaux outils financiers de la solidarité internationale*, CRDC, Université du Québec en Outaouais. <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article84>
- Favreau, L. (2013), «Vers un New Deal vert. Comment mettre en œuvre un nouveau scénario de développement durable ? La contribution des coopératives et de l'économie solidaire ». Dans Gagnon, C. (Éd), Guide québécois pour des Agendas 21^e siècle locaux. <http://a211.qc.ca/economie-solidaire-et-dd/>
- Favreau, L. (2012), À propos de l'intercoopération (entrevue avec le Devoir): <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/360611/pour-l-intercooperation>
- Favreau, L. (2012). À propos de l'importance d'une parole publique du mouvement coopératif. <http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article75>
- Foisy, P.-V. et J. McEvoy (2011), *Le scandale du gaz de schiste*, VLB éditeur, Montréal.
- Griffon, M. (2006), *Nourrir la planète*, Éd. Odile Jacob, Paris.
- Kempf, H. (2011), *L'oligarchie çà suffit, vive la démocratie*. Seuil, Paris.
- Larose, G. (entrevue du journal Le Devoir, mai 2013) : <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/378373/il-faut-opposer-a-l-economie-neoliberale-un-modele-venu-de-la-solidarite>
- Larose, G. (2012). À propos du virage écologique dans le mouvement coopératif. <http://www.eve.coop/?a=150>
- Laurent, E. (2014), *Le bel avenir de l'État providence*, Éditions Les liens qui libèrent, France.
- Lipietz, A. (2009). *Face à la crise : l'urgence écologiste*, Ed. Textuel, Paris.
- Lipietz, A. (2012), *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Éd. La Découverte, Paris.
- Mcsween, Nathalie (2013), « Mouvement paysan en Afrique de l'Ouest. L'émergence d'une action collective transnationale ». Revue *Vie économique*, volume 5, numéro 1, septembre 2013. <http://www.eve.coop/?r=20>
- Martin, P. (2010), *L'économie de proximité : une réponse aux défis majeurs de la société française*. Rapport au Conseil économique, social et environnemental. République française, 190 pages. http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2010/2010_17_pierre_martin.pdf
- OIT (2012).
- Mesly, N. (2011), *Le gaz de la discorde*. Revue de la Coopérative fédérée, le *Coopérateur agricole*, vol.40, numéro 6, juillet-août.
- Parmentier, B. (2009), *Nourrir l'humanité. Les grands problèmes de l'agriculture mondiale su 21^e siècle*. Éd. La Découverte, Paris.
- Roelants, B. et alii (2013), *Une croissance coopérative pour le 21^e siècle*. Rapport ACI-CICOPA, <http://ica.coop/en/media/library/publications/co-operative-growth-report-21st-century> Sur le site de l'Alliance coopérative internationale.

- Sousrisseau, J.-M. (2014), *L'agriculture, une histoire de famille*, CIRAD/CNRS, France <https://lejournal.cnrs.fr/articles/lagriculture-une-histoire-de-famille>
- ROPPA et UPA DI (2009), *Entre fracture agricole et désordre alimentaire. Le choix de la souveraineté alimentaire*. Collection Terres humaines, numéro 4, janvier 2009.
- Scalvini, Felice. 2010. «Biodiversità imprenditoriale e crisi economica», *Città e Dintorni*, no 102, 16-22.
- Sibille, H. et T. Ghezali (2010). *Démocratiser l'économie. Le marché à l'épreuve des citoyens*, Paris, Éd. Grasset.
- Villeneuve, C. (2014) dans la revue *Découvrir. Climat, un plafonnement sociopolitique*. <http://www.acfas.ca/print/246165>
- Waridel, L. (2011), *L'envers de l'assiette*, Éd. Écosociété, Montréal.
- Wilkinson, R. et K.Picket (2013), *L'égalité, c'est mieux*. Ed. Écosociété, Montréal.

Des expériences qui changent le monde en construisant l'économie de l'avenir

- Au Québec, les 33 expériences par le mouvement coopératif (CQCM) avec le soutien d'universités dans le cadre de l'ARUC-DTC. Brassard, M-J et B. Jean (2013), *Construire ensemble la carte d'une nouvelle économie de proximité*, CQCM-UQAR, Rimouski, <http://www.visagealacarte.com/>
- Dans le monde, les initiatives recensées par le forum international des Rencontres du Mont-Blanc : <http://www.rencontres-montblanc.coop/page/cahier-des-initiatives-rmb>
- Au Québec et dans le monde, les initiatives recensées par le portail de Christiane Gagnon : « Démarches territoriales et développement durable ». Portail à l'UQAC, <http://a211.qc.ca/>

Un cahier spécial du Devoir paru le 2 octobre 2014 à l'occasion de ce rendez-vous et du 2^e Sommet et dont le thème était : *Les coopératives, fer de lance de l'économie verte*

<http://www.ledevoir.com/cahiers-speciaux/2014-10-02/cooperatives>

Deux numéros incontournables de la revue *Vie Économique*

Sur la crise du capitalisme et les réponses des coopératives Dans le mouvement coopératif, on semble prendre de plus en plus conscience de la profondeur de la crise et de sa portée internationale. Et que les coopératives, par leur approche, s'en sortent mieux comme entreprises. De plus, ses dirigeants affirment davantage que les coopératives font partie des alternatives économiques à cette crise. Sans compter un diagnostic nouveau de certaines de ces composantes comme les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) et, au sein de l'Alliance coopérative internationale (ACI), le réseau international des coopératives de travail (CICOPA) jugeant que les coopératives sont politiquement timides. Ce numéro de la revue *Vie économique* explore ce qui est en train de changer: 1) une plus forte internationalisation ; 2) une certaine distance critique du capitalisme; 3) sa légendaire neutralité politique de plus en plus questionnée ; 4) un virage écologique à la faveur de Rio+20, etc. Sommes-nous à la veille d'un important tournant ? 14 auteurs tentent d'y répondre.

Sur la solidarité internationale de mouvements sociaux et des OCI par temps difficiles La solidarité internationale s'est développée de façon nouvelle entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud au cours de la dernière décennie, profitant notamment de l'arrivée des Forums sociaux mondiaux. Cependant le nouvel agenda international de l'efficacité de l'aide (AIEA) a indiqué un changement de priorité des États. L'arrivée d'un gouvernement conservateur au Canada a par ailleurs inversé le modèle de la coopération internationale de proximité existant depuis 40 ans. Mais à l'heure des Forums sociaux mondiaux et du renouvellement de l'approche internationale des mouvements sociaux, il est fort utile de prendre la mesure de l'engagement québécois dans cette internationalisation des solidarités tout en s'inspirant de pratiques

innovatrices ailleurs au Nord comme au Sud. Les futurs modèles de développement sauront-ils s’attaquer davantage aux fondements des inégalités et à l’urgence écologique ? 12 auteurs sont convoqués pour en faire l’examen.

5. Les partenaires et organisateurs du rendez-vous

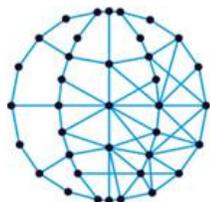
Ce rendez-vous international à l’initiative de la CRDC de l’UQO (avec l’appui logistique du Sommet international des coopératives) est une construction conjointe. La CRDC tient à remercier ses partenaires que sont l’UPA DI et l’Institut de recherche en économie contemporaine (IREC); la Caisse d’économie solidaire Desjardins, Développement solidaire international (DSI) et Fondation de la CSN; le service de solidarité internationale de la FTQ; le Fonds Solidarité Sud (FSS); l’AQOCI,

SOCODEVI, le GESQ et le Collectif international des CJE sans frontières de même que plusieurs invités internationaux de la FAO, d’INAISE, des Rencontres du Mont-Blanc et de Partenaire de développement (Indonésie). La CRDC remercie également la direction du Sommet international des coopératives de nous avoir offert un partenariat institutionnel dans le cadre de sa 2^e édition réalisée du 6 au 9 octobre 2014





Rendez-vous dans le cadre du Sommet



QUÉBEC SOMMET
2014 INTERNATIONAL
DES COOPÉRATIVES

6 AU 9 OCTOBRE 2014

Comité d'organisation

André Beaudoin, secrétaire général d'UPA DI

Gilles Bourque, sociologue et économiste, IREC

Lucie Fréchette, professeure émérite, CRDC, UQO, Fonds Solidarité Sud

Louis Favreau, professeur émérite, CRDC, UQO, Fonds Solidarité Sud

Gérald Larose, professeur, UQAM, Caisse d'économie solidaire et RMB

Ernesto Molina, enseignant, CRDC, U. de Sherbrooke, Fonds Solidarité Sud

Rédaction : Louis Favreau, sociologue, titulaire de la CRDC, Université du Québec (UQO).

Coordination de l'évènement : Louis Favreau, Lucie Fréchette et Ernesto Molina pour la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) de l'UQO.